



**CONVENTION CADRE TRIENNALE
de la Cité éducative de
Pointe à Pitre/Abymes
ville(s) de Pointe à Pitre/Abymes**

Date de notification :

- VU le code de l'éducation, et notamment les articles L.111-1, L.211-1 et L.421-10
- VU la loi de finances 2020 n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances
- VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 modifiée de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- VU la circulaire n°6057-SG du Premier ministre du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers
- VU la circulaire interministérielle du 13 février 2019 relative au déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives »
- VU la note de service n°2019-87 du 28 mai 2019 relative aux priorités
- VU le vade-mecum des Cités éducatives d'avril 2019
- VU les délibérations du conseil municipal de la commune de Pointe à Pitre du 14 juin 2019 et de la commune des Abymes du 17 juillet 2019 qui engagent ces communes dans le programme des Cités éducatives
- VU la charte de la laïcité
- VU la lettre de labellisation de la Cité éducative de « Les Abymes / Pointe à Pitre » du 5 septembre 2019 du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement
- VU la fiche de synthèse et le plan prévisionnel d'actions triennal déposés par le Préfet du département de Guadeloupe.
- VU le contrat de ville de Cap Excellence
- VU l'avis de la coordination nationale des cités éducatives en date du 11 décembre 2019

Entre l'État : le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministre de la ville et du logement, représentés par le préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, et la rectrice de région académique, Rectrice d'académie, Chancelière des universités, directrice académique des services de l'éducation nationale

et la ville des Abymes, représentée par le maire M. Eric JALTON

la ville de Pointe à Pitre, représentée par le maire M. Harry DURIMEL

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

Préambule

Le projet des Cités éducatives est né d'expériences locales, notamment à Grigny (91), dont un groupe de travail national au ministère de la cohésion des territoires et le rapport « Vivre ensemble – vivre en grand » ont proposé l'essaimage, dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers. A la suite du discours du Président de la République du 22 mai 2018, les ministres de la ville et du logement et de l'éducation nationale et de la jeunesse ont décidé le lancer un programme gouvernemental expérimental avec un pilotage et des moyens attribués dédiés.

Il s'agit de déployer de manière coordonnée davantage de moyens humains et financiers publics dans des grands quartiers à faible mixité, qui cumulent de nombreuses difficultés socioéducatives et risquent un décrochage global. Les grandes politiques déployées par ailleurs (renouvellement urbain, solidarités et stratégie pauvreté, emploi-formation professionnelle, sécurité...) bénéficieront ainsi d'un cadre renforcé de coordination territoriale.

Dans ce cadre, le levier éducatif fera l'objet d'une mobilisation particulière des pouvoirs publics et du corps social. L'Éducation nationale a déployé des moyens importants en faveur de l'égalité des chances (instruction obligatoire dès l'âge de trois ans, dédoublements des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire, Devoirs faits, Plan mercredi, augmentation des cordées de la réussite...) qu'il convient de relayer et d'amplifier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Seule une stratégie globale, coordonnée entre l'Etat et les collectivités, des multiples acteurs éducatifs (enfance/éducation/junesse) autour de l'Ecole, peut créer le continuum nécessaire à la prévention du décrochage scolaire et au renforcement de la réussite éducative, en lien avec les parents.

Présélectionnés par l'Etat déconcentré, 80 sites ont été labellisés « Cité éducative » par le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministre de la ville et du logement le 5 septembre 2019, sur la base de délibération de la ou des collectivités candidate(s) et d'avant-projets répondant à un référentiel national, encourageant un pilotage resserré et des actions renforcées dans trois directions :

- **conforter le rôle de l'école** (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...);
- **promouvoir la continuité éducative** (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...)
- **ouvrir le champ des possibles** (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

Les ministres ont insisté dans leur courrier sur trois enjeux transversaux devant faire l'objet d'une mobilisation particulière : la relation des parents avec l'école et les institutions ; le vivre ensemble et les valeurs de la République, dont la laïcité et l'égalité entre les sexes ; la poursuite d'études et l'insertion professionnelle, à travers l'orientation, la découverte du monde du travail, l'emploi des jeunes sortis précocement du système scolaire et la formation, avec une attention accrue pour les 16-18 ans.

Tout au long du déploiement de ce programme, les partenaires s'engagent à participer à son évaluation, pour en tirer tous les enseignements locaux et nationaux, afin notamment de structurer davantage le levier éducatif dans les sites en renouvellement urbain et en contrat de ville, en lien avec le comité national d'orientation et d'évaluation (CNOE) des Cités éducatives, installé par les deux ministres le 26 novembre 2019.

Les partenaires ont co-construit un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale. Après analyse de ces documents (ampleur du défi éducatif, implication du territoire, ambition et caractère innovant du projet), la coordination nationale a émis un avis favorable au projet de plan d'actions de la Cité éducative.

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les orientations stratégiques et le plan d'action de la Cité éducative ainsi que ses modalités d'organisation, de financement et d'évaluation.

Article 2 : Périmètre de la Cité éducative

La cité éducative « Pointe à Pitre - Abymes » regroupe les écoles des quartiers prioritaires de BOISSARD – CARENAGE – CHEMIN NEUF où les indices de positions sociales mettent en lumière l'absence de mixité.

Nom des collèges membres de la Cité éducative :

Nestor de Kermadec (REP+)

Sadi Carnot (REP)

Nom du collège chef de file : Nestor De Kermadec

Nom des écoles membres de la Cité éducative :

Écoles maternelles

Raymonde Bambuck

Victoire Barbeux

Sylvette Dacourt

Dubouchage

Écoles élémentaires

Raymonde Bambuck

Christy Campbell, Boissard

Raphél Cipolin

Timotey Gendrey, Carénage

Nom des établissements publics associés :

LPO Chevalier St Georges

LPO Sadi Carnot

Université des Antilles - site de Fouillole

CFA URMA

Cité scolaire Persévérance

Micro Lycée

Article 3 : Priorités partenariales de la Cité éducative

La multiplication des dispositifs et la faible complémentarité oblige à la recherche d'une meilleure coordination pour une grande efficacité des interventions, une plus grande efficacité des moyens mobilisés, pour répondre à l'impérieuse nécessité d'accompagner chaque enfant et rétablir l'égalité des chances et de réussite des jeunes scolaires de la Cité éducative.

La démarche de la Cité éducative vise à installer une vraie dynamique de démarche de projet territorial destinée à donner aux établissements les moyens de mener des projets pédagogiques et éducatifs qualifiés pour l'amélioration des conditions d'apprentissage.

À cet effet chacun des partenaires a défini les priorités ci-dessous :

ABYMES

Renforcer les actions de proximité des relais territoriaux : lien écoles, familles, associations et forces vives

Diminuer l'échec scolaire

Accompagner et soutenir les familles

POINTE A PITRE

- Favoriser l'éveil et l'épanouissement des 0-6 ans
- Promouvoir l'éducation au sport et à la santé
- Renforcer les aides à la parentalité
- Favoriser l'ouverture vers les cultures étrangères
- Prendre en charge les troubles de l'apprentissage
- Soutenir les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire
- Promouvoir l'éducation musicale
- Développer la lecture du conte
- Créer le lien avec les structures culturelles
- Offrir des conditions d'enseignement optimal pour la réussite de tous

CAP EXCELLENCE

- Favoriser l'orientation professionnelle des jeunes
- Renforcer les dispositifs de soutien à la parentalité
- Développer les interventions partenariales en faveur de la lutte contre l'exclusion scolaire
- Développer l'éducation à la citoyenneté des jeunes

Article 4 : Pilotage et gouvernance

Trois instances permettent une bonne articulation et cohérence entre les acteurs « décisionnels » et opérationnels de la cité, notamment dans la mise en œuvre et le suivi des projets.

- Le comité de pilotage (COFIL) est composé de toutes les parties prenantes de la cité éducatives que sont les services de l'État (Préfecture, Rectorat, ARS...), la commune, les acteurs institutionnels (CAF, Département, Cap Excellence, Région.).

chargé du volet « l'opérationnel ». Il regroupe l'équipe éducative du collège chef de file, le rectorat, la préfecture.

Le comité de suivi et d'évaluation réunit l'équipe éducative du collège chef de file, le rectorat, la préfecture et les représentants des collectivités.

Article 5 : Durée de la convention et articulation avec le contrat de ville

La présente convention pluriannuelle est conclue pour une durée maximale de trois ans, soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022.

Les Cités éducatives constituent dans leur périmètre, selon l'instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019.

La Cité éducative s'inscrit ainsi dans le cadre du contrat de ville du territoire de Cap Excellence. Les projets portés par la Cité éducative ont donc vocation à être construits en partenariat avec la communauté d'agglomération en s'appuyant sur la programmation annuelle et les dispositifs du contrat de ville.

Article 6 : Fonds d'amorçage 2019

La Cité éducative des Abymes/Pointe à Pitre a bénéficié au titre de 2019 d'une première dotation sur le programme 147 et le programme 230 à titre de fonds d'amorçage d'un montant de :

Cent quinze mille euros

Ce fonds a permis d'abonder à hauteur de 15.000€ le « fonds de la Cité éducative », en

complément de la dotation de 15.000€ effectuée par le ministère de l'Éducation nationale sur le programme 230 et de financer diverses actions d'amorçage de la Cité éducative en 2019 et 2020 pour un montant de 85.000€.

Article 7 : Contribution des communes

Les communes de Pointe à Pitre et des Abymes s'engagent à participer au cofinancement dans le cadre du déploiement et de l'enrichissement du plan d'action triennal transmis, en mobilisant des moyens financiers mais aussi les moyens humains, les infrastructures culturelles et sportives ainsi que les locaux administratifs nécessaires, dans le cadre d'un partenariat équilibré avec l'État, et sous réserve du vote de leur budget annuel.

Les communes de Pointe à Pitre et des Abymes s'engagent également à travailler en synergie avec d'autres partenaires : CAF, Éducation nationale, Département, Région, les bailleurs sociaux, ses structures municipales, les associations du territoire ainsi que les parents et les habitants.

Article 8 : Contribution du ministère de l'Éducation nationale

L'Éducation nationale s'engage dans le déploiement des Cités éducatives et porte une attention particulière aux ressources humaines indispensables pour conforter le rôle de l'école et organiser le pilotage avec la désignation d'un principal de collège chef de file pour l'ensemble des établissements de la Cité éducative.

Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques s'appuient sur les attendus du référentiel national qui encouragent des actions renforcées dans les trois objectifs déclinés en préambule de la convention : conforter le rôle de l'école, promouvoir la continuité éducative, ouvrir le champ des possibles.

Une priorité est donnée au 1^{er} axe, conforter le rôle de l'école. Les projets proposés visent à conforter l'acquisition des savoirs fondamentaux de base dès le plus jeune âge. Les volets numérique, artistique et culturel font l'objet d'une attention particulière pour lutter contre les inégalités et favoriser « l'ouverture » culturelle et artistique des enfants et des jeunes.

S'agissant de l'objectif qui porte sur la « promotion de la continuité éducative », Les projets initiés sur volet santé mobilisent l'ensemble des partenaires pour une prise en charge et un dépistage précoce des enfants de la cité éducative. En proposant des actions de prévention et de sensibilisation, il s'agira de mieux répondre collectivement aux besoins éducatifs, sanitaires et alimentaires des enfants et des familles. L'ensemble des écoles et le collège chef de file disposeront d'un espace parent.

La prévention et la lutte contre le décrochage scolaire constituent un enjeu majeur pour les jeunes de la Cité éducative. Les expériences menées pour développer la persévérance et l'ambition scolaire impliqueront les partenaires institutionnels ainsi que les établissements publics associés.

En lien avec les services de l'État, les collectivités et les acteurs de proximité, dans une logique de cohérence des dispositifs et des politiques, la Cité éducative s'appuiera également sur les nouvelles mesures prises par l'Éducation nationale concernant l'éducation prioritaire dans le premier degré et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Article 9 : Contribution du programme 147 de la politique de la ville : enveloppe 2020-2021-2022

Après instruction par la coordination nationale, sur décision des ministres, et sous réserve du vote des crédits en loi de finances, une enveloppe est réservée à la Cité éducative des Abymes/ Pointe à Pitre = au titre des exercices 2020 à 2022. Cette enveloppe s'élève à un montant prévisionnel de :

900 000 euros

répartis comme suit :

	Enveloppe spécifique programme 147
2020	300 000€
2021	300 000€ prévisionnel
2022	300 000€ prévisionnel
Total	900 000 € prévisionnel

Article 10 : Délégation aux préfets des enveloppes spécifiques du programme 147

Les dotations spécifiques annuelles abonderont l'enveloppe départementale du programme 147, dont le préfet est ordonnateur, consacrée au contrat de ville, selon les mêmes procédures de délégation et d'attribution des subventions.

Les enveloppes prévisionnelles correspondant aux années 2021 et 2022 seront déléguées selon les mêmes procédures qu'en 2020, et sur production :

- du protocole établissant le suivi et l'évaluation de la Cité
- de la délibération municipale confirmant l'engagement de la commune dans la programmation et le vote du budget 2021 et 2022 accordant les cofinancements nécessaires ;
- du compte-rendu par le préfet de département de la revue annuelle de projet, certifiant l'engagement du projet, la consommation des enveloppes et l'équilibre du partenariat.

Article 11 : Le Fonds de la Cité éducative

La Cité éducative a créé le « Fonds de la Cité éducative » auprès du collège chef de file de la Cité éducative, qui fera l'objet d'une convention constitutive, annexée à la présente convention, à transmettre à la DGESCO et à la coordination nationale (annexe 2).

Ce fonds a pour but de financer des actions de nature sociale et éducative au bénéfice des élèves de l'ensemble de la Cité éducative.

Les ressources versées au fonds de la Cité éducative sont notamment constituées de subventions de l'Etat. Les actions financées par ce fonds ne peuvent être engagées qu'au bénéfice des élèves des écoles et des établissements d'enseignement scolaire membres de la Cité éducative.

Les subventions de l'Etat peuvent provenir des crédits éducatifs du programme 230 – Vie de l'élève, et des crédits du programme 147 – Politique de la ville. Le fonds de la Cité éducative sera abondé chaque année d'un montant minimum de 30.000 €, soit 15.000€ sur le programme 230 et 15.000€ sur le programme 147.

Les collectivités territoriales et les partenaires de la Cité éducative peuvent également abonder le fonds de la Cité éducative.

Le principal du collège « chef de file » de la Cité éducative, support du fonds de la Cité éducative, est l'ordonnateur des dépenses et des recettes. Il est secondé dans ses fonctions par l'adjoint gestionnaire de son établissement.

Les actions financées par le fonds doivent faire l'objet d'une décision du comité de pilotage de la Cité éducative.

Chaque année, l'ordonnateur du fonds de la Cité éducative adresse au comité de pilotage le bilan d'exécution du fonds.

Les actions financées par le fonds doivent faire l'objet d'une décision du comité de pilotage de la Cité éducative.

Article 12 : Cofinancements et dépenses éligibles aux crédits de la Cité éducative

Les crédits de la politique de la ville ne doivent pas se substituer à des crédits de droit commun de l'État ou des collectivités, ni à financer des actions relevant de leur seule responsabilité.

Il est donc prescrit la recherche du partenariat le plus équilibré, autour de 50% de cofinancement entre l'État et les collectivités (commune, intercommunalité, département et/ou région).

Au-delà du cas particulier des équipes projet mutualisées, qui peuvent faire l'objet d'un cofinancement de l'État tendant vers 50%, une attention particulière sera apportée aux dépenses de personnel, afin de ne pas venir en substitution de politiques de droit commun, au-delà de la période de soutien financier de 3 ans.

Article 13 : Respect des valeurs de la République

Les bénéficiaires de l'aide de l'Etat dans le cadre de la présente convention s'engagent à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Ils s'engagent également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

Article 14 : Revue annuelle de projet

Chaque année, et sur la base du plan prévisionnel d'actions figurant en annexe à la présente convention, le préfet de département organise avec les services de l'Éducation nationale une revue de projet, dont il transmet le compte rendu à la coordination nationale des Cités éducatives avant le 30 novembre de l'année concernée.

Cette revue annuelle de projet a pour objectif de mesurer l'avancée réelle du projet, au regard des priorités identifiées par les partenaires, des engagements pris par chacun des financeurs et de l'équilibre des partenariats. Elle vise à garantir les bonnes conditions de mise en œuvre des objectifs et de déploiement des actions, mais aussi à déceler les freins et difficultés à résoudre, afin de définir en commun des actions correctives nécessaires. Il s'agit donc avant tout d'un bilan, mais également d'un rendez-vous d'anticipation de la suite du projet pour en accélérer la mise en œuvre et en maximiser les résultats.

Le préfet de département transmettra à la coordination nationale un compte-rendu de la revue annuelle de projet, permettant de valider, avec les services de l'Éducation nationale, le bilan financier, le suivi des actions et les éléments de jugement sur le partenariat et d'évaluation de résultat.

La revue annuelle de projet sera établie en lien avec les autorités académiques (pilotage et gouvernance du projet, rôle du collège chef de file, participation des personnels enseignants, innovation pédagogique, bilan des formations, lien avec le projet académique, impacts sur les résultats des élèves,...), les services de l'État en région (pilotage, animation et mobilisation interministérielle et liaison avec les grandes stratégies de l'État en région (SGAR, DJSCS, ARS, DAC, DIRPJJ...) et la municipalité (pilotage et gouvernance du projet) ainsi que de toutes les parties prenantes impliquées dans le pilotage du projet (intercommunalité, département, région, CAF, associations, conseil citoyen, associations de parents, etc.).

Le cas échéant, les partenaires pourront s'appuyer sur le réseau Canopé et les centres de ressources de la politique de la ville pour relever les actions d'animation, de formation ou d'évaluation entreprises, éventuellement dans un cadre mutualisé entre plusieurs Cités éducatives.

En cas d'absence de revue de projet ou d'écart injustifié entre le compte-rendu financier et l'enveloppe versée, de déséquilibre manifeste du partenariat, le montant de l'enveloppe annuelle pourra être révisé.

Article 15 : Suivi et évaluation

La Cité éducative établit un protocole de suivi et d'évaluation, précisant la gouvernance prévue (observatoire de la réussite éducative), les objectifs et le public ciblé (tranche d'âge et cotation genrée, cadre scolaire et/ou périscolaire), le calendrier prévisionnel de déploiement des actions, et l'effet-levier prévu ainsi que les indicateurs de suivi, de résultat, voire d'impact (cf. annexe 3).

Ce protocole constituera une annexe à la présente convention, à transmettre à la coordination nationale.

La coordination nationale, en lien avec la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) et l'observatoire national de la politique de la ville (ONPV), fournira chaque année une fiche d'identité actualisée comportant les données-clés de la Cité éducative, dans le cadre du travail d'évaluation nationale du programme, en lien avec le Comité national d'orientation et d'évaluation (CNOE).

Le CNOE pourra solliciter les responsables de la Cité éducative pour disposer d'informations relatives aux thèmes abordés dans son programme de travail et dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel.

Article 16 : Partage d'expériences et communication

Plateforme numérique

En vue de mobiliser largement et de fédérer les acteurs, une plateforme numérique valorisera le programme et facilitera la coopération, au plan local, entre Cités éducatives et avec la coordination nationale ou les partenaires du projet.

Un espace spécifique sera mis à disposition de chaque Cité éducative en vue de fédérer les acteurs, de partager les expériences et de diffuser les informations essentielles concernant la Cité, notamment les indicateurs de situation et de suivi, ainsi que des propositions de participation citoyenne. L'État et la commune désignent conjointement un responsable de publication et un webmaster.

Logo et communication



Le logo symbolisant l'ambition d'un territoire à « haute qualité éducative » peut être librement utilisé par les partenaires de la Cité éducative pour labelliser les lieux d'excellence participant au projet (écoles, autres lieux éducatifs publics ou associatifs). Il pourra également être utilisé par les partenaires pour labelliser les membres impliqués de l'« alliance éducative locale » qui partagent les valeurs éducatives et républicaines du projet.

Les financements du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la ville et du logement et des acteurs financeurs du projet doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien » de la préfecture, ainsi que la mention et le logo des autres financeurs.

Article 17 : Accompagnement renforcé de sites pilotes

Par ailleurs, en fonction des priorités exprimées par les partenaires locaux à l'article 2 de la convention, la coordination nationale pourra proposer un accompagnement renforcé aux Cités éducatives volontaires, qui souhaiteraient être pilotes sur un ou plusieurs thèmes, à définir au cours de l'année 2020.

Des moyens renforcés d'accompagnement et d'évaluation pourront être proposés aux sites pilotes, avec des partenariats d'acteurs institutionnels ou associatifs nationaux ou régionaux.

Article 18 : Contrôle de l'administration

La collectivité et les signataires s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Etat ou par l'Agence nationale de la cohésion des territoires de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 19 : Avenant

Toute modification sensible du programme ou du plan d'actions tels qu'ils ont été définis dans la présente convention nécessite l'accord préalable du préfet de région, sur avis de la coordination nationale. Dans le cas où des modifications du plan d'actions sont nécessaires, un avenant à la convention devra être conclu pour la durée résiduelle le cas échéant avant que ces modifications ne soient mises en œuvre.

Article 20 : Sanctions - Résiliation - Règlement des conflits

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du préfet, celui-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Il en informe les signataires par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'au moins deux mois.

À défaut de règlement amiable, le tribunal administratif de Guadeloupe connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application ou de l'inexécution du présent acte.

en quatre exemplaires originaux

Le lundi 31 août 2020,

Le Maire des Abymes	Le Maire de Pointe-à-Pitre	Le Recteur	Le Préfet de région
 Eric JALTON.	 Harry DURIMEL.	 Christine GANGLOFF- ZIEGLER.	 Alexandre ROCHATTE.

*David Bonneton,
Sns - pfb*

Annexes :

- Annexe 1 : plan prévisionnel d'actions
- Annexe 2 : convention constitutive du Fonds de la Cité éducative
- Annexe 3 : protocole de suivi et d'évaluation